



COMPTE-RENDU ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2011

VENDREDI 18 FÉVRIER 2011

18 H – 20 H – ESPACE DU SAPEUR . LURE

Excusés :

Y.Krattinger, président du CG 70
E.Houlley, maire de Lure , représenté par R.Juif , 1^{er} adjoint
F.Debely, maire d'Amblans
G.Poivey, maire de Champagney
K.Guillerey, C. Zolger, G.Bonhomme, J. Dubois, B.Perrot, MF.Detrie, O.Cardot, Gérard Faivre, F.Granvoinet, Corinne

Procurations : 26

Présents : 56

Le président M. Antony remercie les personnes présentes, particulièrement JM Villaumé, député, JP Michel, sénateur, RM Daviot, conseillère générale, Guy Dechambenoit, maire de Magny Vernois...

1 RAPPORT MORAL ET D'ACTIVITÉS.

Le président présente le rapport moral et d'activités. Il invite les participants à intervenir sur les points abordés, en particulier ceux concernant les « difficultés » que rencontrent les services publics à Lure et sa région.

Le président souligne l'enracinement du Comité de Vigilance (CVMSPP) depuis une trentaine d'années. L'installation dans le local, mis à disposition par la ville de Lure, et la création du ½ poste de secrétaire pour la Coordination Nationale et le CVM. renforcent leur implantation tant au niveau local qu'au niveau régional et national.

Le CVM tout au long de l'année a diffusé sur tous ses réseaux les informations concernant les services publics et il est intervenu à plusieurs reprises pour leur défense aux côtés d'autres partenaires : la Poste (Héricourt, Aillevillers), monde judiciaire (TGI de Lure, TI Gray et Luxeuil), ligne Paris- Bâle, maison d'arrêt de Lure, éducation nationale (Lycée de Lure, Ronchamp, Beauregard...), Mission Locale, CIO de Luxeuil, CPAM Ronchamp, Sous préfecture de Lure ..

Cette multiplicité des interventions montre bien l'ampleur de la dégradation des services publics en Haute-Saône – et ailleurs- et la nécessité de rester vigilant, de mobiliser les forces pour défendre, maintenir, rouvrir les services publics qui sont garants d'une société égalitaire et solidaire.

Le président Antony rappelle l'engagement du CV

- dans la Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité dont il assure la présidence,
- dans le Collectif National contre les franchises médicales
- dans les États Généraux du Service Public au plan national (participation aux EGSP à Orly les 22 et 23 février et départemental (mise en place d'un collectif EGSP 70.)
- dans la Convergence pour la défense et la promotion des services publics.

Ces engagements ne peuvent se faire qu'avec l'engagement des bénévoles, adhérents du Comité et avec l'appui des municipalités et collectivités territoriales, elles aussi attachées au maintien et développement des services publics dans notre secteur.

Le président propose à l'assemblée de débattre.

- Interventions sur la ligne Paris-Bâle :

Le Comité de Vigilance , en tant qu'adhérent à l'association pour la modernisation de la ligne Paris-Bâle, participe aux travaux du CA. Malgré le maintien annoncé jusqu'en 2012, on souligne que le problème reste entier. En effet l'effet TGV peut mettre encore plus en péril la ligne 4 Paris-Bâle. La Région fait tout ce qu'il faut pour son maintien. La mise en service des trains inter-cités aura un coût pour la Région et les contribuables. Il faudrait lancer un appel aux usagers pour utiliser régulièrement cette ligne.

- Interventions sur le TGI

Le départ du TGI peut être « corrigé ». Il faut s'inspirer de l'exemple de Tulle qui lutte pour le maintien de son tribunal pourtant « fermé ».

- Interventions sur l'éducation Nationale

De gros problèmes cette année . Un représentant du Lycée Colomb de Lure rapporte la disparition de 5 postes en 2011 après celle de 23 postes depuis 2003. Il est légitime de s'interroger sur l'existence à terme du Lycée Colomb. Malgré une intervention d'une délégation au rectorat (17/02) l'avenir du lycée est menacé, les enseignants ont lancé un nouveau préavis de grève pour le 24 mars.

Un représentant du Lycée Viette fait part aussi des problèmes rencontrés par la section BTS audiovisuel où la logique comptable l'emporte sur la logique pédagogique. D'autres établissements de l'académie sont touchés par les suppressions de postes.

A cela ont peut ajouter la suppression du CIO de Luxeuil, les difficultés faites à la MILO Lure- Luxeuil (séparation incohérente d'avec Pôle emploi et Assedic).

Les victimes de tous ces problèmes sont les jeunes en formation ou en recherche d'emploi.

- Interventions sur les fermetures de CPAM (Ronchamp) et services au publics de la Sous préfecture : une fois de plus ce sont les usagers qui sont pénalisés car ils sont contraints à se déplacer pour éviter un surcoût de certaines prestations administratives (ex : vignette auto)
- Interventions sur la maison d'arrêt de Lure. On souligne que la mobilisation rapide de tous – élus, syndicats, Comité vigilance , usagers – a permis de faire prendre en compte la spécificité de Lure et que la fermeture de la prison est un contre-sens.
Le sénateur JP Michel lors d'une question orale a eu l'assurance du ministre de la justice que le cas de Lure sera réexaminé en concertation avec les élus et qu'il viendrait à Lure.
Cependant a ajouté le sénateur , dans la mesure où il n'y a plus de TGI, il faut dès maintenant songer à une solution de reconversion pour la maison d'arrêt. Laquelle ?
- Interventions sur la « santé » On rappelle que la loi HPST , dite loi Bachelot, a des conséquences néfastes pour notre région : plus qu'un seul territoire de santé , que la Haute-Saône est un des 8 départements français a n'avoir qu'une maternité.
Par ailleurs notre département devient dangereux car de moins en moins de médecins généralistes viennent s'y installer. Les prochaines années risquent d'être dramatiques avec le départ à la retraite de dizaines de généralistes.
C'est pourquoi le Comité de Vigilance avec la Coordination Nationale milite pour la création de Centres de Santé publics où les jeunes médecins viendraient exercer sous statut et financement publics. Cette question devra être abordée avec les élus de Lure et de sa région.

Le Président remercie tous les intervenants et soumet le rapport moral et d'activités au vote :

Vote : Abstention : 0 Contre : 0 Pour : 56 + 25 procurations

2. BILAN FINANCIER

Le bilan financier est présenté par le trésorier Daniel ADNET et figure en pièce jointe de ce compte-rendu.

Le président tient à remercier toutes les communes qui soutiennent le Comité de Vigilance.

Il souligne l'effort particulier du Conseil Régional, Conseil Général, du député et du sénateur qui permet la mise en place du poste de secrétariat de la Coordination Nationale qui bénéficie aussi indirectement au Comité de Vigilance.

Le montant de l'adhésion pour 2012 n'est pas modifié par rapport à 2011. 10 euros et 5 euros pour étudiants et demandeur d'emploi

Vote : Abstention : 0 Contre : 0 Pour : 56 + 25 procurations.

3. ELECTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2011

Nom	Prénom	Candidat en 2011	ELU AG 2011
ADNET	Daniel	OUI	OUI
ANTONY	Michel	OUI	OUI
BERNARD	Roger	OUI	OUI
CARDOT	Olivier	Oui	Oui
CHAMBARD	Hélène	OUI	OUI
CHAUVEZ	Benoît	OUI	OUI
DECHAMBENOIT	Guy	OUI	OUI
DENEUX	Gérard	OUI	OUI
GRANDVOINET	Fanny	Oui	Oui
HASSENFOLDER	Pascal	OUI	OUI
LAMBOLEY	Rémy	Oui	Oui
MAIROT	Marie-Ange	OUI	OUI
MATHIOLY	Lucienne	OUI	OUI
METTETAL	Denis	OUI	OUI
MEUNIER	Raymond	Oui	Oui
MUNIER	Jean-Paul	OUI	OUI
RAMDANI	Mohamed	Oui	Oui
SIMONIN	Antoine	OUI	OUI
TOURNADRE	Patrick	OUI	OUI
VERNERIE	Jean	OUI	OUI
ZOUGGARI	Hamid	OUI	OUI

MEMBRES INVITÉS

THOMAS	<i>Marie Claire</i>	<i>Déleguée de la Ville de Lure</i>
PINOT	<i>Corinne</i>	<i>Secrétaire Coordination Nationale</i>
HEYMES	<i>René</i>	
NEDELEC	<i>Eric</i>	

Nombre de présents : 56 Procurations : 25

Vote Contre = 0 Abstention = 0 Pour : unanimité

Les élus de ce nouveau CA se réuniront le 25 mars pour élire le Bureau du Comité de Vigilance.

L'ordre du jour étant épuisé , le président invite les participants à partager le verre de l'amitié.

À Lure le 20.02.2011

Le Président



Le secrétaire

